Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol.6, n°1 | Mars 2015

Géographie(s) et Droit(s)

Jérôme Ballet, Damien Bazin, Jean-Luc Dubois et François-Régis Mahieu, 2014, *Freedom, Responsibility and Economics of the Person*, New York, Routledge, Series: "Routledge Frontiers of Political Economy", 256 pages

Bruno Boidin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/10837>

DOI : 10.4000/developpementdurable.10837

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Bruno Boidin, « Jérôme Ballet, Damien Bazin, Jean-Luc Dubois et François-Régis Mahieu, 2014, *Freedom, Responsibility and Economics of the Person*, New York, Routledge, Series: "Routledge Frontiers of Political Economy", 256 pages », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol.6, n°1 | Mars 2015, mis en ligne le 31 mars 2015, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/10837> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.10837>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Jérôme Ballet, Damien Bazin, Jean-Luc Dubois et François-Régis Mahieu, 2014, *Freedom, Responsibility and Economics of the Person*, New York, Routledge, Series: “Routledge Frontiers of Political Economy”, 256 pages

Bruno Boidin

- 1 Cet ouvrage¹ est l'aboutissement d'une réflexion originale entamée par ses auteurs depuis une vingtaine d'années sur les liens entre éthique, responsabilités des personnes et liberté. L'introduction pose d'emblée une opposition théorique entre deux conceptions de la liberté : celle qui considère la liberté comme équivalente à la rationalité ; celle qui au contraire, estime que la liberté peut s'exprimer de façon irrationnelle et aboutit à distinguer liberté et morale.
- 2 Selon les auteurs, la science économique (dominante, devraient-ils préciser) a choisi la première option, réduisant alors l'être humain à un calculateur rationnel. Tout en se montrant très critiques vis-à-vis de cette conception, les auteurs, plutôt que de trancher, ont choisi de tenter une réconciliation des deux approches. La « réhumanisation » de la personne qu'ils proposent ne rejette pas la rationalité, elle restaure sa vraie place en relation avec la morale.
- 3 L'originalité première de cet essai est de s'appuyer sur deux fondements philosophiques relativement négligés par la pensée économique : d'une part, la tradition phénoménologique européenne et en particulier française (J.P. Sartre, M. Merleau-Ponty, P. Ricoeur), d'autre part, les philosophes ayant renouvelé la pensée de Kant. Ce cadre étant posé, l'ouvrage établit deux principes : le calcul économique est contraint par des normes et valeurs ; l'identité de la personne est étroitement liée à ses actes économiques. Une phénoménologie de la personne est alors construite en sept étapes que constituent les sept chapitres de l'ouvrage.
- 4 Le deuxième chapitre veut démontrer que la liberté ne peut être réduite à l'usage de la raison. La notion de « *capability* » d'Amartya Sen a étendu la notion de liberté mais continue de considérer celle-ci comme purement fonctionnelle et n'aborde pas les questions de liberté morale et d'auto-contrainte, que Kant avait introduites mais qui avaient été évacuées par Sidgwick dans son approche utilitariste. En réalité, nous disent

les auteurs, le problème de la liberté qui pourrait conduire à des actes monstrueux ne peut être simplement réglé par des entités externes aux individus telles que l'Etat, mais doit également être appréhendé en tenant compte de la capacité à l'auto-contrainte. Le troisième chapitre aborde le lien entre responsabilité et liberté. L'hypothèse d'équivalence entre liberté et rationalité est contestable car elle aboutit à une responsabilité réduite à un calcul rationnel : la responsabilité découlerait alors simplement de la liberté. Les auteurs contestent cette relation causale pour lui substituer la responsabilité comme caractéristique intrinsèque de l'individu et non pas comme résultat de sa liberté. Il s'agit d'une responsabilité *ex ante*. L'agent devient alors une personne, concept examiné plus en détail dans le chapitre 4.

- 5 Le concept de personne, composé de deux significations distinctes, la personne au sens générique qui différencie la personne des autres êtres vivants et la personne particulière qu'est chacun d'entre nous, permet d'établir l'identité de chacun. Chaque être humain dispose d'une identité en tant que personne générique et des identités pratiques multiples en tant que personne particulière. L'identité est, selon les auteurs, forgée par la façon dont nous assumons nos responsabilités. Elle est l'estime de soi issue de la responsabilité vis-à-vis de l'autre, la reconnaissance des autres par la responsabilité vis-à-vis des autres et l'acceptation des droits et devoirs vis-à-vis des autres. L'identité est donc nous-mêmes en action en tant que personnes.
- 6 Partant de cette conception originale de l'identité, le chapitre 5 instaure alors une méthodologie permettant de donner de la substance à cette personne économique. La démarche proposée utilise une forme d'individualisme tout en acceptant une contextualisation de celui-ci puisque les responsabilités d'une personne sont toujours situées dans un environnement spécifique. Les auteurs retiennent un contextualisme phénoménologique qui pose que les choix et comportements ne peuvent être faits indépendamment d'un contexte pré-existant de valeurs inévitables, incontournables, tout en acceptant que ces valeurs n'ont pas de sens sans les choix et comportements des personnes. La personne est donc une entité vers laquelle convergent les valeurs sociales et personnelles. Elle est non seulement responsable mais doit également être raisonnable, c'est-à-dire que les responsabilités qu'elle endosse doivent être acceptables pour la société. Elle doit aussi être rationnelle pour arbitrer entre ses responsabilités. Les auteurs présentent alors les modalités de gestion des responsabilités dans un système de droits et obligations qui représente à la fois les opportunités et les contraintes de la personne.
- 7 Le chapitre 6 vient opportunément illustrer l'analyse des auteurs par des cas concrets. Certains résultats contre intuitifs pour l'analyse économique peuvent être expliqués par l'économie de la personne. Ces illustrations mettent en évidence deux caractéristiques importantes des personnes. D'abord, leurs identités pratiques peuvent être des vecteurs de vulnérabilité (à cet égard, l'exemple du système de solidarité – le *lawha* – en Mauritanie est éloquent : les pauvres payent le plus souvent pour les riches et acceptent de continuer à le faire car ce mécanisme est constitutif de leur identité). Ensuite, la rationalisation de leurs identités pratiques peut les conduire à être faillibles vis-à-vis d'autres personnes (c'est-à-dire à ne pas respecter leurs obligations).
- 8 Les deux chapitres suivants approfondissent les notions de vulnérabilité et de faillibilité. La personne apparaît alors comme fragile et cette fragilité peut conduire dans ses formes extrêmes à la souffrance, à la migration forcée (comme l'illustre l'exemple des famines au Sahel dans les années 1970), à la mort etc. Dans la mesure où

les événements qui accroissent la fragilité ne sont pas toujours naturels mais peuvent résulter des politiques sociales et des choix économiques collectifs, les auteurs concluent alors leur ouvrage par une réflexion stimulante sur la responsabilité et la responsabilisation des institutions et des experts (parmi lesquels les économistes). L'ouvrage s'achève ainsi par l'énoncé d'un principe de précaution sociale qui constitue un apport majeur des auteurs.

- 9 Cet ouvrage devrait être conseillé à tous les chercheurs et étudiants intéressés par les questions d'éthique économique, de développement et de philosophie économique. Il propose en effet une réflexion tout à fait originale et sort des sentiers battus, ce qui pourrait déstabiliser les lecteurs habitués à une pensée formatée. Tout en adoptant une perspective critique sur le rationalisme standard, les auteurs parviennent à éviter l'écueil d'une approche qui diluerait l'individu dans une conception purement holiste des comportements. La responsabilité des personnes est au cœur du programme de recherche et, même si les cinq premiers chapitres peuvent sembler ardues pour des lecteurs novices sur les questions d'éthique et de philosophie économiques, ces derniers seront récompensés de leurs efforts dans les quatre derniers chapitres qui apportent non seulement des illustrations tout à fait édifiantes mais également des enseignements forts pour tout chercheur en économie et plus largement en sciences humaines et sociales. Ainsi, les champs d'application de l'économie de la personne sont passionnants et permettent d'illustrer le caractère fondamental que jouent les obligations communautaires dans l'identité de la personne. Ils remettent également en cause la thèse du libre choix des individus, apportant au passage une critique bienvenue de certaines conclusions hâtives tirées par A.V. Banerjee et E. Duflo : ces derniers considèrent en effet l'obligation morale de solidarité comme un choix libre que l'on pourrait exercer dans certaines circonstances et pas dans d'autres, alors que, comme le soulignent nos auteurs, si l'on admet que l'obligation est intrinsèquement liée à l'identité de la personne (thèse qu'ils défendent), le respect de celle-ci est incontournable.
- 10 Les auteurs montrent également pourquoi et comment la fragilité des personnes peut conduire au pire (meurtre, génocide, etc.), en particulier lorsque cette fragilité est renforcée par des programmes émanant des organisations internationales (ici, le Fonds Monétaire International est directement mis en cause) et instrumentalisée par des dirigeants politiques irresponsables, comme ce fut le cas au Rwanda avant le génocide de 1994. Ce dernier exemple, malgré son caractère extrême, fait pourtant écho à de nombreux débats actuels, tant dans les pays riches que dans les pays pauvres : en effet, les crispations identitaires ne pourraient-elles pas être analysées comme des frustrations individuelles devant la difficulté à assumer les obligations sociales et économiques, frustrations peu prises en compte par les dirigeants politiques voire attisées par certains d'entre eux à des fins de pouvoir ? La personne déstabilisée par sa fragilité pourrait alors devenir monstrueuse.
- 11 L'ouvrage s'achève par un chapitre qui dessine quelques pistes tout à fait passionnantes. A titre d'exemple, la mesure du bien-être calculée par l'accroissement des biens matériels devrait être remise en cause pour promouvoir une mesure de la souffrance des personnes. A cet égard, on pourrait cependant suggérer aux auteurs de s'intéresser plus avant aux indicateurs alternatifs de richesse déjà proposés dans la littérature et pourtant absents de leur analyse. On peut également s'interroger sur les limites d'une approche fondée sur la souffrance, en ce qu'elle demeure une conception

négative de l'épanouissement humain. Mais cette réserve est en partie liée au fait que ces réflexions des auteurs sont introductives à d'autres travaux.

- 12 Une autre perspective ouverte en fin d'ouvrage est à souligner : le crime économique, entendu comme l'effet potentiellement désastreux de l'expertise économique sur les décisions publiques, nécessite de reconnaître la responsabilité des économistes et d'instaurer un principe de précaution sociale qui permettrait d'éviter la mise en œuvre de décisions issues des expertises tant qu'une sérieuse évaluation de leurs effets potentiels sur la souffrance humaine ne serait pas conduite. En découle la question des sanctions à l'encontre des experts qui ne s'engageraient pas dans ce principe de responsabilité vis-à-vis des impacts de leurs conseils aux acteurs décisionnaires.
- 13 Au total, cet ouvrage, à la frontière de la philosophie, de l'économie et des études sur le développement, s'attaque à la question universelle des responsabilités de chaque personne. Il propose une analyse des comportements économiques qui cherche à décloisonner les paradigmes car, tout en situant les individus dans leur système de valeurs et dans les inégalités de pouvoir, il demeure foncièrement ancré dans une analyse des choix individuels. Certains seront déroutés par ce caractère inclassable de l'analyse proposée. Mais, d'une certaine façon, il constitue la marque de fabrique d'une équipe à la fois très érudite sur les travaux anglo-saxons et très ancrée dans la tradition philosophique française. Destiné principalement à des chercheurs et lecteurs avertis, cet ouvrage pourrait être décliné dans une version plus accessible aux acteurs et citoyens, afin d'en assurer une plus large diffusion.

NOTES

1. Ouvrage référencé par le JEL (*Journal of Economic Literature*), Annotated Listing of New Books, Health, Education, and Welfare, I3, Welfare, Well-Being, and Poverty, volume LII, numéro 2, page 604, Juin 2014.

AUTEUR

BRUNO BOIDIN

Maître de conférences HDR en économie, rattaché au CLERSE - UMR CNRS 8019 - Université de Lille 1, Bruno Boidin est spécialiste des questions de développement durable dans les pays en développement. Il travaille en particulier sur les questions de la santé et du développement et sur celles de la responsabilité sociale des entreprises